

Experts-Solidaires

Rapport Moral 2012

Le mot du président

Nous voilà lancés. Après une année à définir les contours de notre association, ses objectifs, ses modalités de fonctionnement, nous sommes prêts à effectuer des opérations, ceci sera notamment possible par notre première mission, la faisabilité du projet d'hydraulique communale à Madagascar, financée par le SEDIF.

Au-delà de cette activité, l'objectif premier de notre association est de créer un dynamique d'expertise dans le domaine de la solidarité, en mettant en lien des communautés et des experts, en faisant se développer une culture du transfert de compétences le plus direct et le plus solidaire possible, permettant à terme un développement endogène.

Notre outil pour cela, c'est le réseau d'experts solidaires, que nous animons sur Linked In. Les débuts sont modestes, 220 experts à ce jour, et seulement un ou deux échanges journaliers. L'élargissement du réseau, et la mise en ligne d'un outil de sollicitation d'expertise devrait dynamiser le réseau et lui donner une vraie légitimité.

La collaboration avec les autres acteurs du développement est fondamentale dans notre développement, avec les institutions installées (IRAM, GERES, GRET), avec les institutions de formation et de recherche (IRD, CIRAD, SUPAGRO), les indépendants, tous ceux qui peuvent alimenter de leur réflexion et leur savoir, une logique d'échanges avec les pays en développement.

Après une année à la présidence, j'ai décidé de me retirer de la présidence, pour permettre à l'association de disposer d'une capacité d'opération et d'intervention, condition pour permettre à terme son développement. Avec une stagiaire et un bénévole retraité, nous allons identifier et suivre les premières missions, mettre en place des collaborations, préparer les premiers financements.

Jean-Pierre Mahé.



L'ASSOCIATION

Rappel des objectifs et moyens de l'association

En quelques mots, notre association s'est donnée pour but d'appuyer les projets de solidarité par de l'expertise dans les domaines de l'eau, l'environnement, la sécurité alimentaire et l'énergie. Dans la mesure du possible, notre objectif n'est donc pas de fournir de l'expertise nous-même, mais d'effectuer le relais entre des acteurs locaux de développement et des experts.

Nos moyens d'actions principaux incluent la mise en place d'un réseau permettant de répondre à des sollicitations d'une part, et d'autre part le financement et la réalisation de missions avec des experts mobilisés, soit sous forme bénévole, sous mécénat de compétences, ou financés par des donateurs.

Dans une configuration idéale, si nous menons à bien notre mission, nous devrions avoir à moyen terme :

- Une base d'échanges régulière entre des demandeurs d'expertise et des experts
- Des missions et projets menés par des experts, encadrées par Experts-Solidaires, appuyées par des financeurs.

Les grandes étapes de l'association

L'association est officiellement née le 3 Novembre 2011. L'année 2012 a été consacrée à la mise en place administrative de la structure, ce qui peut être aujourd'hui considéré comme fait, notamment par les étapes suivantes :

- Validation des statuts le 3 Novembre 2011
- Enregistrement au journal officiel le 10 décembre 2011
- Enregistrement au SIREN (No SIRET en mars)
- Enregistrement URSAFF
- Enregistrement aux impôts
- Enregistrement au PADOR (EuropeAid) en Juillet

Dans le domaine des enregistrements, il reste à prévoir certaines étapes au courant 2013 :

- Demande d'intérêt général pour obtenir la réduction d'impôts.
- Enregistrement du nom auprès de l'INPI.

La vie associative

Depuis le début, il a été convenu de limiter le nombre d'adhérents de l'association et ne pas lier le statut de membre du réseau aux membres de l'association. Le membre de l'association participe aux orientations de l'association, alors que le membre du réseau bénéficie seulement de ses activités.

Les experts ou ex- experts d'Egis, du fait de l'origine de l'association, sont très représentés, presque 50% des membres de l'association. Cette formule a l'avantage de permettre une mobilisation facile des membres à Montpellier mais peut limiter le débat et la créativité. Il serait intéressant de faire appel à des membres d'autres origines pour élargir notre cercle de gouvernance.

Notre vie associative est rythmée par les activités du CA (une réunion tous les deux mois) et les activités du bureau (modération des outils de communications, préparation des projets, aspects administratifs et communication). L'activité des membres dans la vie de l'association a été assez limitée, ce point devra faire l'objet d'une attention et d'une participation accrue en 2013.

Une personne du CA (Laurent Vandome) a demandé à quitter le CA. Deux personnes du bureau ont souhaité remettre leur mandat, le président (pour lui permettre d'effectuer des missions opérationnelles) et la secrétaire. Ces deux positions doivent donc faire l'objet d'un choix des membres de l'AG 2012.

Nos relations extérieures

L'association a pris des contacts avec plusieurs institutions, en vue d'augmenter sa visibilité et de rechercher des financements pour les missions à mettre en œuvre. Nous avons ainsi établi des liens avec :

- Suez Initiative Environnement (budget 6 millions/an) prêt à nous financer (max 50%)
- CDC Développement Solidaires (budget 150 000 EUR/an), aimerait impliquer des ingénieurs d'Egis dans un projet.
- Fondation Ensemble (budget : 3 millions EUR/an), très intéressée par notre concept (on leur a trouvé un expert pour le mali dans la journée), finance les projets à hauteur de 50%
- CG92, ne finance que 4 pays, Mali, Arménie, Cambodge, Haïti. Les financements sont accordés sous forme de marchés à des ONGs. Conditions de financement difficiles et restrictions budgétaires prévues pour 2013.
- JC Attard, maire Adjoint de Villeneuve la Garenne, souhaite nous aider du point de vue du site web, ou dans la mise en place d'un plan de communication. Nous soutiendra si nous soumettons un projet au CG92.
- CG34 : souhaite financer un projet GIRE dans la région Souss Massa Draa.
- Région Languedoc Roussillon : nous oriente vers Casablanca où il y a une maison de la région.
- PSEAU (Christophe Brosset, Guillaume Aubourg) sont prêts à nous soutenir dans une démarche d'information et de collecte de fonds suivant la loi Oudin Santini (1% des factures d'eau pour la solidarité internationale)
- CFSI, souhaiterait une note d'explication pour considérer notre inclusion dans le réseau CFSI (25 ONG impliqués dans le monde de la sécurité alimentaire)
- GRET : Intéressé par la démarche, notamment sur la partie réseau d'experts.
- Egis, avec qui nous initions une démarche de mécénat de compétences.

Notre réseau relationnel est à étendre. Pour développer nos relations, nous devons travailler sur trois axes :

- Notre valeur ajoutée pour le monde du développement
- Notre relation avec les acteurs traditionnels de l'expertise solidaire (GRET, IRAM, GERES...)
- Notre relation avec les donneurs pour financer d'éventuelles missions.

Nos ressources

L'association ne dispose actuellement de peu ressources propres pour l'instant, ceci n'a d'ailleurs pas été une priorité de l'année 2012.

Il avait été prévu en de demander des subventions à la mairie, département et région du Languedoc Roussillon, mais les subventions de fonctionnement de ces instances sont réservées aux activités sociales faites sur leur territoire, les subventions externes étant mobilisables uniquement sur des projets.

Les frais engagés par l'association, se sont faits pour l'instant sous forme de dons des membres ou sous forme de prêts (notamment le financement du site web, 4850 EUR)

Les produits sont le fait des cotisations des membres et du versement de 80% de la subvention du projet Madagascar.

L'année 2013 devra amener la consolidation financière avec la recherche de ressources financières pour faire fonctionner le système d'échanges ainsi que les projets.

Notre Fonctionnement

Comme nous l'avons vu plus haut, les activités opérationnelles de l'association ont été assurées à ce jour par les membres du bureau, en fonction de leur disponibilité. Le financement du SEDIF nous permet d'élargir notre base opérationnelle, avec notamment la venue d'une stagiaire, Mylaine Brescoli, et d'un retraité bénévole (toujours en recherche)

Nous allons aussi commencer la location d'un bureau (350 EUR/ mois, situé dans les locaux de Verseau (à côté de l'Engref à Montpellier). Jean-Pierre Mahé, encadrera cette petite équipe dans le cadre d'un cinquième de temps dédié à l'association (tous les vendredis)

Nos outils d'information et communication

Nos outils de communication comprennent aujourd'hui le site web (www.experts-solidaires.org), notre compte Linked In (pour la gestion du groupe experts-solidaires), notre compte Tweeter (@expsol), et notre DropBox. Chacun de ces outils à des fonctions distinctes et complémentaires :

Site web :

- Assurer la visibilité de l'association et de son réseau
- Créer le lien entre les demandeurs et les offreurs d'expertise solidaire
- Mettre en ligne des documents disponibles pour les demandeurs
- Attirer les financeurs vis-à-vis de nos actions

Compte et Groupe Experts-Solidaires sous Linked In :

- Permettre l'identification et l'adhésion de nouveaux experts
- Permettre le traitement des demandes d'expertises reçues sur le site web
- Permettre les échanges entre experts (notamment nationaux et internationaux)

Compte Tweeter :

- Informer nos suiveurs des demandes d'expertise et des sujets traités sur le réseau

Dropbox :

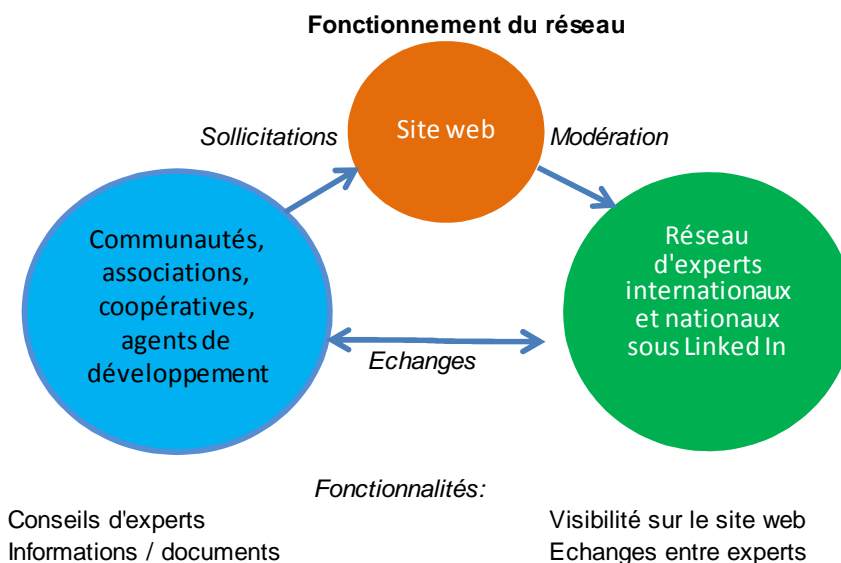
- Loger tous les fichiers relatifs à un projet donné.

La gestion de ces outils est assurée essentiellement par le bureau. Il est prévu que ces fonctions de modération seront assurées par les permanents.

LES OPERATIONS

Le réseau

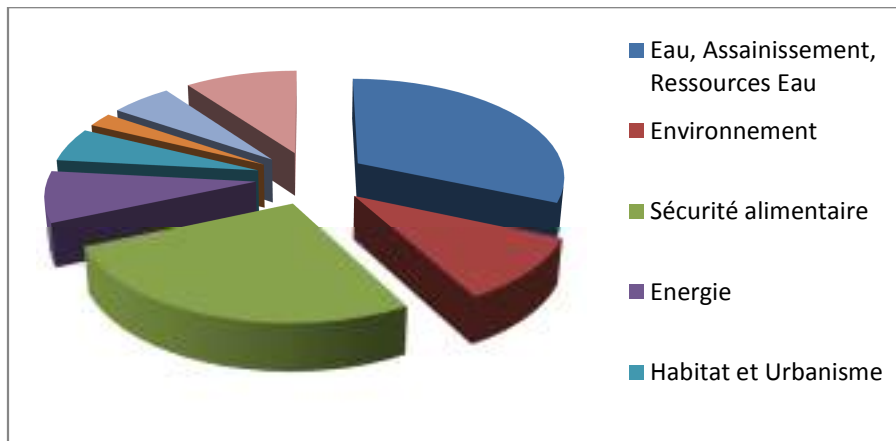
Le but de notre réseau est de créer une base dynamique d'expertise capable de répondre de manière satisfaisante et rapide à des demandes d'expertise de terrain (ou d'intermédiaire).



La composition de notre réseau par domaine est indiquée dans le tableau ci-dessous. On y dénote une forte présence de l'eau et de la sécurité alimentaire, et une sous-représentation de domaine de l'énergie, à peine plus que l'urbanisme / habitat, qui pourtant n'est pas dans nos secteurs. A noter que la grande majorité des experts (75% est installée en France).

Répartition des experts dans le réseau LinkedIn au 10/12/2012

Secteur d'activité des experts	Nbre	%
Eau, Assainissement, Ressources Eau	69	32%
Environnement	23	11%
Sécurité alimentaire	58	26%
Energie	18	8%
Habitat et Urbanisme	12	5%
Finances / micro finances	5	2%
Autres	12	5%
Gestion de projets	22	10%
	219	100%



Dans les faits, malgré le nombre croissant de membres de notre réseau sur Linked In, cette dynamique n'est pas encore établie, et ceci probablement pour plusieurs raisons (non exhaustives) :

- Le nombre d'experts est insuffisant, les incitations à fournir des experts pour le réseau ont fourni des résultats faibles,
- Le nombre limité de sollicitations, ceci devrait toutefois se corriger avec la mise en place de la requête d'expertise et de la notoriété de notre site.
- Le manque d'information pouvant intéresser nos membres, par exemple des expériences réussies, des avis d'experts.

Le financement des activités liées à la modération de notre réseau n'est pas encore sécurisé, une première option avait été envisagée sous deux formes :

- Paiement des documents mis en ligne, mais ceci ne semble pas facile à réaliser.
- Subventionnement du site par les financeurs des missions d'expertise.

Il apparaît que le financement par la mise de documents en ligne risque d'être difficile, et donc qu'il nous faut trouver une autre solution à terme pour trouver un financement pérenne, par exemple, en faisant payer une contribution aux experts ayant leur fiche signalétique sur notre site, ou en faisant payer les demandes d'expertise, tout ceci quand nous aurons atteint une vitesse de croisière suffisante.

Les projets

Suite à des demandes diverses, nous avons initié la préparation de 5 projets pilotes ou missions

- Tchad : Soutien à l'AFAP, ONG féminine, pour la mise en place d'un projet de développement local (transformation alimentaire) et d'environnement. Ce projet est suivi par Olivier Renard, Frédéric Mens et JP Mahé. Nous prévoyons un stagiaire de Supagro pour les aider à mieux définir un projet, et à faire une demande de financement, notamment auprès de la fondation Elle.
- Haïti : soutien à des coopératives de producteurs. Ce projet, suivi par Stéphane Denoray, est en cours de discussion avec le CG92, mais aux dernières nouvelles, ces derniers préféreraient orienter leurs fonds vers la réhabilitation d'installations détruites par le dernier ouragan en Haïti.
- Madagascar, étude de faisabilité d'un réseau d'eau communale, financé par le SEDIF. L'expert, Martin Leménager, qui s'occupait de ce dossier, n'étant plus disponible, c'est Jean-Pierre Mahé qui propose de prendre sa place, sa première mission est prévue en fin février
- Kirghizstan, isolation pilote d'une école à Naryn, suivi par Marc Bellanger. Ce projet fait l'objet d'une préparation de demande de financement auprès de la Fondation Ensemble. Nous sommes en train de chercher le dernier co-financement (environ 10 000 EUR)

- Maroc, nous envisageons d'intervenir au Maroc, dans la zone de Sous Massa Draa, les premiers contacts sont en cours avec le CG34 et l'Agence Eau Rhone Méditerranée Corse.

Quatre autres demandes n'ont pas donné suite ou satisfaction :

- Recherche d'un expert pour appuyer la préparation d'un projet au Burundi (Christian Aid). L'expert Zlatan Celebic s'est avéré incompetent
- Recherche d'un expert pour une mission de suivi au Mali (Fondation Ensemble) il n'y a pas eu d'accord avec l'expert que nous avons proposé.
- Demande pour un projet d'environnement au Burkina. Le demandeur Somda Gervais n'a pas donné suite
- Demande pour appuyer une ONG au Cameroun, pas de nouvelles des promoteurs du projet.

Orientations pour 2013

Au niveau de l'association, l'année 2013 doit permettre de consolider :

- notre fonctionnement, avec des ressources humaines dédiées, et avec la nomination de Jean-Pierre Mahé en tant que manager à temps partiel de l'association.
- Notre collaboration acteurs de l'expertise (autres associations, bureau d'études).
- Nos ressources financières à la fois par des projets mais par aussi par des subventions ou missions spécifiques.

En terme d'activité, l'amplification et la dynamisation du système d'échanges et du réseau est la première priorité du début 2013, avec

- la finalisation du site web qui traîne un peu en longueur
- La mise en ligne du profil de tous les experts
- L'élargissement du nombre d'experts (objectif 500)
- La communication de notre service auprès des acteurs du développement.

Concernant les projets, sur les 6 prochains mois, nous allons travailler sur :

- La réalisation de l'étude Madagascar,
- Le financement du projet Tchad (AFAP), en collaboration avec Supagro
- Le montage et le financement du projet Maroc, en collaboration avec Egis
- Le montage financier de l'action Haïti, avec Fisaya.
- Le montage financier du projet Kirghizstan

Nos ressources viendront en 2013 :

- Des missions ou projets, le principe étant qu'une part des missions d'expertise reviendra au fonctionnement de l'association
- Des missions éventuelles de formation ou identification de projets, permettant d'initier des projets ou actions d'expertise.
- De dons, une fois notamment que nous aurons obtenu un agrément d'intérêt général.
- De subventions de fonctionnement, notamment en regard de notre activité de réseau.

Les financements sur dons se raréfiant à cause de la crise, nos actions vont devoir en tenir compte et faire preuve d'inventivité dans le montage. En parallèle des financements de coopération décentralisée ou de fondations, nous rechercherons du mécénat de compétences, ou des compétences bénévoles (retraités, bénévoles).

Fait à Montpellier, le 15 décembre 2012